Interrogation

Bulletin œcuménique

No 6 – septembre 1995

Paraît 8 fois par an

Essais nucléaires

Au mois de juin j'ai travaillé
Pour la septième fois en Polynésie.
Française, puisque c'est la banlieue
De Paris!...
Les Français ou plutôt certains Français
Ne feraient jamais des essais en dehors
De chez eux!

J'ai été amené à vivre les manifestations.
Les Polynésiens n'en revenaient pas
Cela allait recommencer.
Bien sûr certains y voyaient un avantage
Beaucoup y voyaient
Le danger écarté revenu.

Il y a comme un retour en arrière
Pour l'humanité
Un homme poussé par d'autres
Nous fait tous reculer vers plus de bêtise
...(Mais la bêtise forte)

Aucun Polynésien ne croit au plus profond
De lui-même que ce qui va se passer
Ne laissera pas de traces
Certains ne peuvent pas parler
Politique ou business oblige...
Beaucoup ont vécu les premiers essais
Beaucoup ont travaillé à Moruroa
Beaucoup ont lu les interdictions
De consommer le poisson du lagon
Beaucoup ont vu partir pour la France
Des collègues irradiés...

Il en faudrait beaucoup pour que
Beaucoup croient
Qu'il n'y a pas de danger.

Mais même s'il n'y avait pas de danger
Le problème n'est pas là
La reprise des essais
C'est un retour en arrière.
Une porte fermée qui s'ouvre...
(Avec une consolation!!!...
«Quand j'aurai fait «mes» essais
Je militerai pour que les autres
N'en fassent pas»)...

J'ai vu la dignité des manifestations
Souhait de non-violence.
Remise en ordre des lieux de barrage
Participation à une célébration
Œcuménique à la fin de ces barrages.
7'000 personnes présentes
(L'île en compte 80'000).

J'ai entendu aussi le sentiment
d'être bafoué, d'être partie négligeable
De n'être que Maohi...

Mais au-delà des dangers
Des essais eux-mêmes
Il est navrant de se retrouver
A un nouveau départ
De course aux armements...

Car si les autres, les méchants...
(Monsieur Chirac n'est pas méchant
Je le pense vraiment)
Mais il est peut être naïf de croire
Que les vrais méchants vont le laisser
Etre le plus fort...

Et puis comme disait
Un proche parent
La violence engendre la violence...

Gilbert Zbaeren,
mercredi 30 août 1995

Migrations comme...

par Bernard Grangier

La période estivale est traditionnellement celle des migrations. Mais ces dernières années surtout elles prennent des «visages» différents.

... des rois

Mettez-vous dans la peau d'un petit retraité. L'AVS et le deuxième pilier vous laissent juste de quoi végéter. La misère guette. Pour ce qui est des vacances... il ne vous reste qu'à voir passer les flux et reflux des «juillettistes» et des «aoûtiens» vers les plages ou la montagne, ou à rêver devant les propositions alléchantes des voyagistes. Mais justement, ces derniers ne vantent-ils pas les climats paradisiaques, la vie bon marché de certaines parties du monde? Cela fait envie... et donne des idées: pourquoi ne pas passer sa retraite dans une île du Pacifique ou en Thaïlande? Les gens y sont sympas et accueillants, la vie douce et la petite retraite devient là-bas un trésor par le jeu du change! C'est le choix de plus en plus fréquent de petits Suisses: l'exil pour vivre «comme des rois», selon la propre expression de ceux qui sont partis.

... des parias

Mettez-vous maintenant dans la peau d'un indigène africain ou sud-américain qui n'a ni avenir ni retraite et qui s'éreinte à un travail harassant... quand il en a. De toute manière, pas de quoi assurer la survie d'une famille. Alors... à voir les touristes bourrés d'argent, pourquoi ne pas aller voir chez eux? Il n'y a rien à perdre et tout à gagner! Mais une fois sur place – souvent après y avoir laissé tous ses biens pour payer le voyage ou des passeurs – c'est la grande désillusion: il y a bien de la richesse, mais elle n'est pas accessible à tous et les gens sont plus souvent froids, racistes que chaleureux et ils vous regardent de travers. Pourtant, il en vient toujours car le rêve n'a pas de prix: l'exil pour vivre comme un paria.

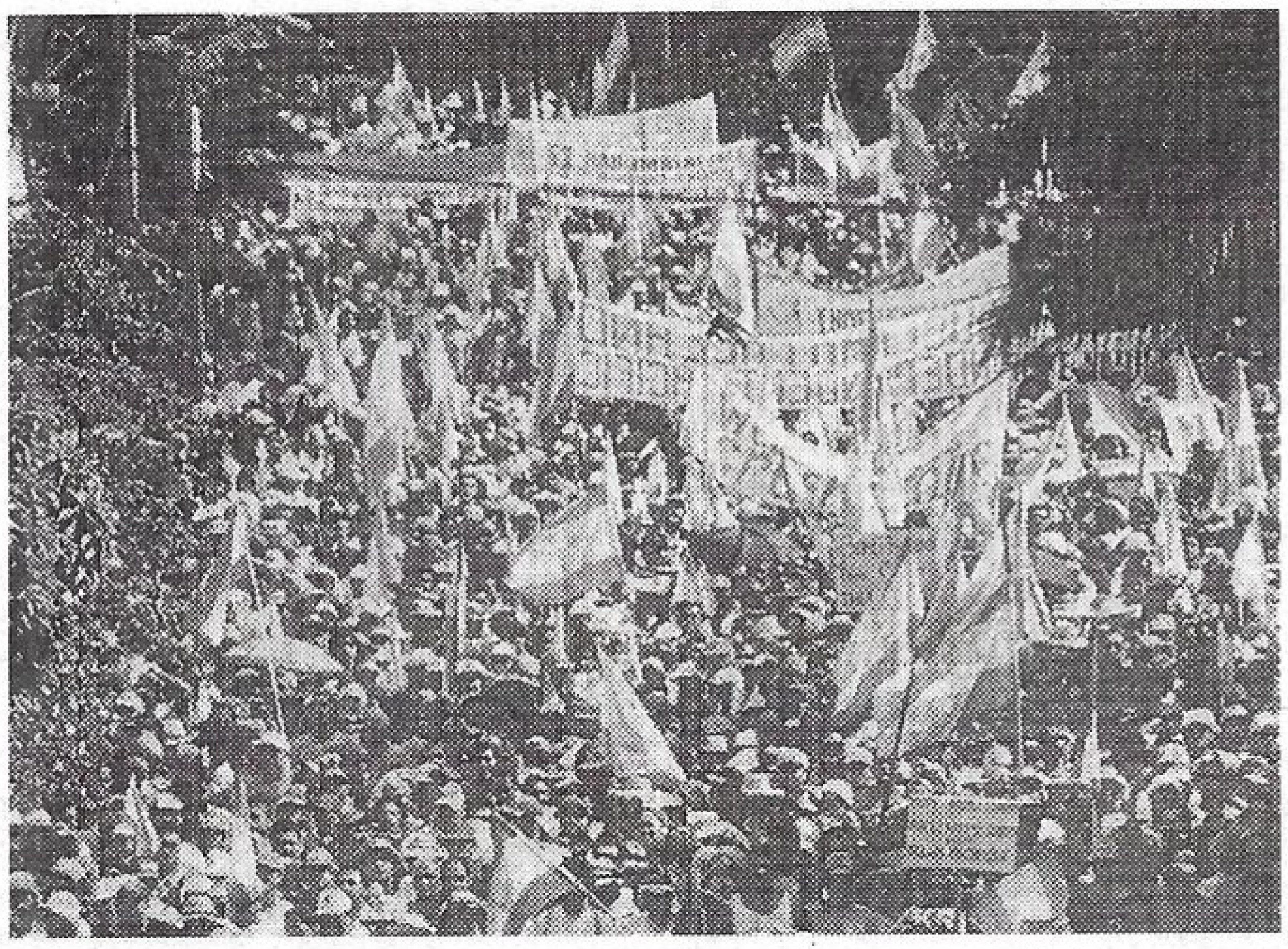
C'est le monde à l'envers et tout ne fonctionne bien que dans un sens.

... des traqués

Il y a hélas aussi d'autres migrations, des dizaines de milliers de gens sur les routes, vers un avenir sans horizon, la peur au ventre, dans le fracas des armes et des bombes. Ils fuient dans la souffrance, la haine le désespoir, avec juste ce qu'ils ont pu prendre dans la précipitation du départ. Il y en a partout: en Afrique, en Asie, en Europe à quelques heures de notre tranquillité. C'est l'exil pour la misère.

Le monde bouge dit-on: mais pour quoi, vers où?
Dans l'animation des vacances, comment ne pas penser à toutes ces migrations malheureuses et comment ne pas avoir le cœur et la raison qui bougent?

REPRISE DES ESSAIS NUCLÉAIRES DANS LE PACIFIQUE SUD



Une dizaine de milliers de manifestants s'était mobilisée en ce jour d'anniversaire de l'autonomie interne.

Réactions à Tahiti (à travers la presse locale)

recueillies par Gilbert Zbaeren

La Dépêche – 9 juillet 1995

LETTRE OUVERTE DU RAINBOW WARRIOR À M. CHIRAC

LE Rainbow Warrior, le navire de l'organisation Greenpeace en route vers Moruroa, a demandé vendredi soir au président français, Jacques Chirac, de «revenir sur (sa) décision de procéder à de nouveaux essais nucléaires». Dans une lettre ouverte, les 26 membres d'équipage et passagers du navire, qui transporte également 5 journalistes, assurent M. Chirac de leur «conviction qu'un accord sur l'interdiction totale et immédiate des essais nucléaires permettrait à la communauté internationale de trouver de nouvelles voies pour assurer sa sécurité et son avenir».

«La décision française de rompre son moratoire sur les essais nucléaires peut entraîner une redoutable réaction en chaîne», ajoute le texte, demandant à M. Chirac «d'entendre la voix d'une poignée de citoyens à bord d'un navire de paix mais aussi l'immense émotion de millions de personnes partout dans le monde».

Battant pavillon néerlandais, le Rainbow Warrior a quitté le 13 juin la Nouvelle-Zélande.

«Trouver de nouvelles voies pour assurer la sécurité»

NON!

Extrait d'une lettre adressée au Président de la République Française.
Extract from a letter to the President of France.

"...Vous avez qualifié votre décision d'"irrévocable". Nous vous demandons cependant instamment de l'annuler sans tarder. Ce n'est pas dans sa force de dissuasion nucléaire que la France trouvera sa grandeur...."

Dr. Konrad Raiser
Secrétaire général / General Secretary
Conseil œcuménique des Eglises
World Council of Churches

La Dépêche – 1er juillet 1995

La lettre des manifestants à Jacques Chirac

Le Comité «Te Ihitai no te Hau»
(La Flottille pour la paix)
Le Conseiller-maire de Faa'a

à

Monsieur le Président
de la République française

Monsieur le Président,

En dehors de toute considération de politique partisane, la décision que vous avez prise récemment de reprendre les essais nucléaires en Polynésie française a été jugée intolérable et injuste par la très grande majorité de la population, tant par son opposition naturelle aux essais nucléaires, que par le fait que vous n'ayez pas jugé opportun de la consulter préalablement. À l'appel de nombreuses organisations politiques, syndicales, associatives et religieuses, la population s'est rassemblée en ce jour du 29 juin dans des proportions sans précédent dans l'histoire polynésienne et elle est déterminée à maintenir, voire à renforcer sa mobilisation.

Une telle mobilisation témoigne à n'en pas douter, non seulement d'un refus franc et massif d'accepter toute reprise des essais nucléaires, mais aussi d'une volonté d'être consultée.

En effet, depuis le 2 juillet 1966, date du premier essai français dans l'atmosphère, la France s'est toujours abritée derrière l'avis de la majorité des hommes politiques locaux pour imposer son programme d'expérimentation nucléaire en Polynésie française.

Aujourd'hui, les milliers de Polynésiens qui se sont retrouvés autour de l'île et dans la ville de Papeete font clairement savoir qu'ils ne veulent plus être les otages de décisions unilatérales en matière de défense nationale, tant par le Territoire que par l'État.

À cet effet, nous vous demandons instamment d'organiser un référendum sur les essais nucléaires en Polynésie française dans les plus brefs délais. En cas de réponse insatisfaisante ou négative de votre part, nous poursuivrons sans relâche notre mouvement de protestation aussi longtemps qu'il le faudra.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'assurance de notre parfaite considération.

La présidente
de «Te Ihitai no te Hau»
Roti Make

Le Conseiller-maire de Faa'a
Oscar Temaru

La Fédération des associations de protection de l'environnement «Te Ora Naho»:

La Dépêche – 8 juillet 1995

Convaincre Jacques Chirac de "son erreur"...

"L'objectif principal de la fédération demeure dans sa détermination à mettre tout en œuvre, mais pas par n'importe quel moyen, pour convaincre le président de la République à revenir sur sa décision "irrévocable" de reprise des essais" explique encore Te Ora Naho, qui reste fermement opposée aux essais supplémentaires.

"Les assurances des uns et des autres ne nous convainquent pas du tout sur l'innocuité des expériences en grandeur nature" souligne Frère Maxime, "le développement de ces engins de destruction massive constitue une régression de la conscience humaine. Nous affirmons aujourd'hui qu'il y a d'autres moyens pour contribuer à la paix et à la développer efficacement."

L'accord entre la France et le Terriroire

INITIALEMENT, l'armée avait loué jusqu'en 2004, à raison de 5 000 CFP par an environ, à une petite société d'exploitation du coprah, le site de Moruroa. L'Assemblée territoriale jugea la formule du bail fragile et décida finalement, en commission restreinte, par 3 voix contre 2, de céder gratuitement les sites à l'Etat français. L'adoption a eu lieu en février 1964. Voici l'article 1 de cession dans son intégralité :

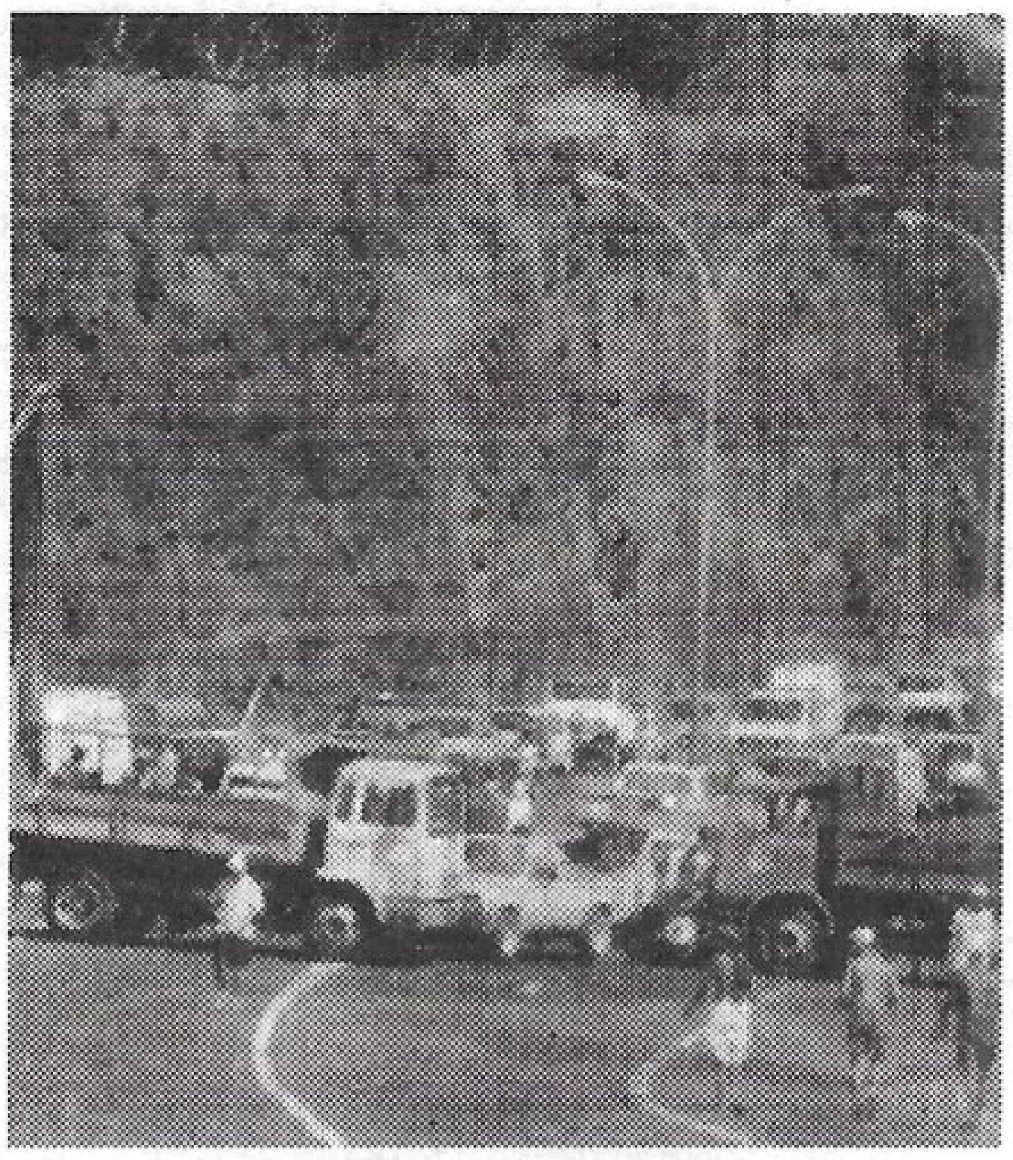
- «Sont cédés gratuitement, en toute propriété, par le Territoire à l'Etat, pour les besoins du Centre d'Expérimentations du Pacifique, les atolls domaniaux de Moruroa et de Fangataufa, situés dans l'archipel des Tuamotu.
- Cette cession est consentie sous la réserve que l'Etat fera son affaire personnelle, au nom et pour le compte du Territoire qui lui donne tous les pouvoirs à cet effet, de l'éviction et de l'indemnisation éventuelle de la société «Tahitia», actuelle locataire de l'atoll de Moruroa, sans que ledit Territoire puisse être inquiété ni mis en cause à cette occasion.
- Au cas de cessation des activités du Centre d'Expérimentations du Pacifique, les atolls de Moruroa et de Fangataufa feront d'office retour gratuit au domaine du Territoire dans l'état où ils se trouveront à cette époque, sans dédommagement ni réparation d'aucune sorte de la part de l'Etat.
- Les bâtiments qui s'y trouveront édifiés à cette même époque ainsi que le matériel laissé sur place deviendront propriété du Territoire sans indemnité.»

NDLR: Il est bien fait état des "activités" du CEP, sans précision, et non pas des essais, ce qui très différent.

La Dépêche – 2 juillet 1995

La France a procédé en 29 ans à 41 essais aériens, 134 souterrains et 12 dits "de sécurité" (simulation d'accident, soit en surface soit souterrains), soit un total de 187 expérimentations nucléaires sur les atolls de Fangataufa et de Moruroa.

Beaucoup de monde



Au quatrième jour de barrages, chacun s'organise comme il peut. L'accès à la ville est toujours interdit aux quatre roues et soit à pied, soit avec l'aide d'amis à l'intérieur de la cité, on essaye de se rendre sur les lieux de son travail, ou aux ravitaillements.

La Dépêche – 9 juillet 1995

La reprise des essais nucléaires sur le site de Moruroa risque de provoquer une déstabilisation par détachement d'un flanc de son volcan éteint sous-marin, qui entraînerait une pollution radioactive très importante, a déclaré samedi à l'AFP un spécialiste de la stabilité des volcans.

LE professeur Pierre Vincent, du Centre de recherches volcanologiques de Clermont-Ferrand, a expliqué que «Moruruoa n'est plus actif depuis 9 millions d'années, mais on le remet dans des conditions d'activité. L'onde de choc de chaque explosion frappe avec une très grande force ses parois et fracture les roches. Cette pression est d'autant plus forte qu'elle se produit en un temps très court et dans une zone très réduite, avec un impact comparable à celui d'un météorite.»

pour des manifs qui finissent bien !



Rassemblement devant l'assemblée.

La Dépêche – 3 juillet 1995

Dès 9H30 hier matin, la circulation a été rétablie aux entrées Est et Ouest de Papeete. Près de 7000 manifestants, arrivés en cortège des deux côtes, ont effectué une dernière marche de protestation et se sont rassemblés devant l'Assemblée territoriale pour une réunion œcuménique présidée par le pasteur Jacques Ihorai, président de l'église évangélique de Polynésie Française et Mgr Gaillot, l'ancien évêque d'Evreux.

CETTE grand'messe était destinée notamment à unir les esprits dans la non violence; elle a été suivie un peu plus tard par les interventions "apaisantes" des différents leaders du mouvement de "Te ihitai no te hau", mouvement qui, rappelons-le, a été créé il y a une quinzaine de jours en regroupant une vingtaine d'associations aussi diverses que variées toutes unies contre les essais.



“À méditer”

L’auberge espagnole des rapports

LA QUESTION de l’innocuité des essais est loin d’être vitrifiée. En tout cas elle ne le sera pas tant que le petit De Gaulle français ne se foulera pas le poignet pour signer un décret autorisant un groupe d’experts internationaux à dresser un “état zéro” du site avant de faire un nouveau trou sous le lagon de Moruroa ou Fangataufa. Un “shake up” complet, cela va de soi ! Pouvoir aller partout où les scientifiques jugeront nécessaire de pratiquer des observations et d’effectuer des prélèvements, avec tous les moyens d’analyse nécessaire et en prenant le temps qu’il faudra.

Car pour le moment, il faut bien le dire, le débat reste d’une stérilité dérisoire et plutôt agaçante. C’est à qui jettera à la figure de l’autre les conclusions des rapports des trois missions françaises et australo-néo-zélandaise qui se sont relayées pour enquêter à Moruroa (*1982* : rapport Tazieff ; *1984* : rapport Atkinson ; *1988* : rapport Cousteau). Une véritable auberge espagnole. On y trouve tout ce qu’on veut et chacun voit midi à sa porte.

Pourtant, il y au moins un minimum de trouvailles communes à ces trois rapports qui devrait mettre tout le monde d’accord et par là même conduire à entreprendre une nouvelle mission. Ces points portent notamment sur les effets à court terme et à long terme des essais souterrains qui ont été réalisés par le passé.

Un fait est acquis : ces explosions génèrent des produits radioactifs dangereux. Mais alors que Tazieff rapportait que selon les experts du C.E.A. 99,9% de ces produits de fission étaient piégés au moment de l’explosion, Cousteau ramenait quant à lui ce chiffre à 75%. Les deux missions françaises s’accordaient aussi pour dire qu’ils ne voyaient pas de risque de pollution radioactive à court et moyen terme mais qu’ils ne pouvaient pas évaluer les risques à long terme. En effet, on ne sait pas dans quelle mesure les produits non piégés ne vont pas se répandre à l’extérieur un jour ou l’autre, d’autant que les missions Atkinson et Cousteau avaient enregistré toutes deux des fuites radioactives. Une chose est certaine : Moruroa fuit et fuira peut-être encore plus demain et rien ne dit que les produits de fission “vitrifiés” ne seront pas un jour lessivés par des remontées d’eau consécutives à une fracturation de l’atoll qui peut aller croissant avec le temps.

Bref, il y a à la fois trop de certitudes ou trop d’incertitude pour qu’on “s’autorise à penser” comme dirait Coluche à avoir forcément raison. La balle est dans le camp du petit De Gaulle...

J.M.P.

L’écho de Tahiti – 5 juillet 1995

Qui croire ?

Pierre se souvient de ce que le chirurgien lui a dit lorsqu’il lui a annoncé son cancer du colon. “Est ce que tu as travaillé ailleurs?”. “Oui à Muru...”. “Bon voilà, ton intestin n’est plus bon à rien”. On lui en a coupé un morceau qui a été envoyé à l’institut Pasteur afin d’être expertisé.

Mais, ce qui a le plus marqué cet homme, ce sont les problèmes de santé qu’ont connu ses enfants.

L’aînée n’a pas eu de problèmes, mais son accouchement date d’une vingtaine d’années. La cadette est née après qu’il ait commencé à travailler. Elle a de sérieux ennuis, et a toujours été malade. “Avec son gros foie”, elle a toujours des problèmes. Et il va bientôt falloir l’opérer des dents. A 17 ans, des maux de tête chroniques la font souffrir atrocement.

Son troisième enfant, un fils, souffre d’une “méningite vitale” à répétition. Il va aujourd’hui vers ses 10 ans. Il a un rein mal formé et n’a pas d’anus. Pour déféquer, on lui a mis une poche de colostomie juste en dessous de la cage thoracique. Sa démarche est assez étrange, il “dandine” comme dit son père.

Son cinquième enfant n’a jamais vu le jour. Sa femme, transférée d’urgence au bloc opératoire juste avant l’accouchement fut mise sous anesthésie. Le temps que son mari revienne du travail, le bébé avait disparu. Il paraît qu’il est mort à l’accouchement. Le médecin leur a dit que “s’il était né, il aurait été le plus gros bébé que la clinique ait jamais connu”.

La petite dernière est une fille. Elle semble se porter mieux que les autres. Mais elle a souvent mal à la tête, et “elle ne grossit jamais”.

S’agirait-il d’un malheureux concours de circonstances? Le père est persuadé que non. Peut-être le saurons nous un jour.

Pierre nous assure que le poisson là-bas est empoisonné. “Je suis habitué à pêcher le poisson et à le manger, mais là-bas, c’est vraiment bizarre. Lorsque j’en ai mangé (je savais que c’était interdit), le soleil est devenu un peu jaune, un peu flou. J’ai eu des problèmes respiratoires, des troubles de la vue et je me suis senti très fatigué”.

“Un collègue des Tuamotu m’a dit que son ventre faisait le tri de ce qui est bon et de ce qui ne l’est pas. Il a mangé le poisson.Il est resté une semaine à l’hôpital. Un effet bien plus fort que lorsqu’on mange un poisson empoisonné à Tahiti. Là-bas, l’effet est très fort”.

Selon lui, les noix de coco sont également touchées. Au lieu d’être toutes blanches à l’intérieur, elles ont de petites tâches noires. “Quand tu vas aux toilettes, ça fait du hi toto” (du sang dans les selles).



***L’écho** de Tahiti nui*

Eglise Evangélique de Polynésie Française

CONSEIL SUPERIEUR

Papeete, le jeudi 3 août 1995

Une lettre... parmi d'autres

Monsieur Jacques CHIRAC
Président de la République française
Palais de l'Elysée
55 et 57 rue du Faubourg-Saint-Honoré
75008 PARIS

Monsieur le Président,

C'est en 1982 qu l'Eglise évangélique de Polynésie française s'est élevée officiellement contre les essais nucléaires -français ou non- en Polynésie, dans le Pacifique et dans le monde.

Ces essais sont pour elle une menace pour la paix et un danger pour la vie et pour la création de Dieu, que vient tristement nous rappeler le 50ème anniversaire du bombardement atomique des villes japonaises d'Hiroshima et de Nagasaki.

C'est pourquoi, elle refuse que l'éloignement et l'isolement des peuples du Pacifique soient un critère pour penser que l'implantation d'un site nucléaire français serait possible et moins dangereuse dans le Pacifique qu'en France, en Europe, en Chine ou aux Etats-Unis.

Elle rappelle aussi que, pour les habitants du Pacifique, la terre est la mère nourricière d'où on tire sa subsistance, que faire exploser une bombe à Moruroa est compris par les gens du Pacifique comme une atteinte à leur mère nourricière et à travers elle à leur propre vie.

Ce que donc la France n'accepte pas chez elle, l'Eglise évangélique s'oppose à ce qu'elle le fasse en Polynésie et dans le Pacifique. Ce qui est vrai pour le continent "solide" doit l'être aussi pour le continent "fluide" et ce qui est valable pour la flore doit l'être aussi pour la faune.

Par votre reconnaissance de la responsabilité de l'Etat français et de la France dans les déportations de Juifs pendant la deuxième guerre mondiale, l'Eglise évangélique salue en vous, non seulement la sagesse du Chef d'Etat que vous représentez dans la République française et dans le monde, mais aussi l'homme épris de justice et de loyauté, et respectueux de la vie humaine.

> Les événements qui se sont produits après que le premier essai ait eu lieu, au mépris de toutes les réactions et demandes de surseoir – sans que jamais aucun membre du gouvernement français n'ait pris la peine de dire la moindre des choses à l'adresse du peuple polynésien – ne sont pas le fait de voyous mais de personnes, pour la plupart, qui en ont assez qu'on les prenne pour quantité négligeable. (La violence du silence engendre aussi la violence!)
>
> ***Gilbert Zbaeren***

Aussi est-elle persuadée qu'il ne pourrait exister sur cette terre de décision irrévocable, comme vous l'aviez dit, lorsqu'il s'agit de souci pour la paix, de respect pour la vie et pour la création de Dieu, et de déférence envers ce qui touche la culture d'un peuple.

Cinquante ans après le bombardement atomique d'Hiroshima et de Nagasaki, deux des survivants de cette effroyable catastrophe, Monsieur Suenobu Okamoto, 81 ans, et Madame Katsuyo Takafuji, 72 ans, déclaraient successivement au journaliste français qui les interviewait, "La bombe atomique est une arme inhumaine qui devrait être interdite, abolie et détruite", et "On ne doit pas laisser la France recommencer ses essais. Ce n'est pas bien. Dites à votre Président qu'il revienne sur sa décision.".



Nombre d'enfants arborant fièrement des slogans hostiles à la reprise des essais ont participé hier à la manifestation.

Avec ces derniers et avec les 60% de Français en Métropole qui désapprouvent la reprise des essais nucléaires de Moruroa, décidée par vous, l'Eglise évangélique de Polynésie française vous prie instamment de renoncer à refaire ici, en Polynésie et dans le Pacifique, la même erreur qui est reprochée aujourd'hui à la France avec la rafle du Vel' d'Hiv, commencée à Paris le 16 juillet 1942. Par votre geste, vous éviteriez qu'un de vos successeurs à l'Elysée doive un jour s'excuser aurpès des peuples du Pacifique. Par votre geste, vous pourriez montrer l'exemple et entraîner toutes les nations à détruire tout leur armement atomique pour construire une terre sans menace et dans la paix.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

président.
PRÉSIDENT
Jacques Ihorai

Invention salvatrice

Le Nouveau Quotidien – 29 juin 1994

Anéantir les mines antipersonnel? Il faut un robot bon marché. L'EPFL l'a inventé

Deux roues de vélo et une tête capable de localiser les charges, l'engin de Jean-Daniel Nicoud franchit eau, rochers et coûterait moins de 10 000 francs. Une première dans un domaine en friche: la technologie humanitaire.

SYLVIE FISCHER

«Huit cents personnes par mois blessées, estropiées, c'est scandaleux.» Jean-Daniel Nicoud, professeur de micro-informatique à l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne, est réaliste lorsqu'il évoque les mines antipersonnel, ces engins meurtriers qui tuent mensuellement quelque 1400 autres humains. Dès vendredi, il réunit sur le site d'Ecublens une cinquantaine de spécialistes mondiaux travaillant soit sur des robots traditionnels, soit sur des capteurs capables de déceler les mines à supprimer, ainsi que des experts du déminage.

«Tant que poser ces mines coûtera moins cher que les enlever, elles se multiplieront et affaibliront les populations civiles en les mutilant», précise-t-il. La communauté internationale a déjà dépensé 70 millions de dollars pour supprimer... 100 000 mines. Une œuvre aussi louable que décourageante: dans le même temps, plus de 2 millions d'engins meurtriers nouveaux ont été dissimulés dans le sol.

«Jusqu'alors, peu de moyens financiers ont été débloqués pour développer des engins de déminage humanitaire», constate le professeur. Les techniques utilisées pour rendre les terrains sûrs à nouveau sont rudimentaires: détecteurs de métaux (mais de plus en plus de mines sont faites en plastique), blindés frappant le sol à l'aveugle (peu maniables et très coûteux) ou encore bataillons d'humains à plat ventre, piquant le sol avec des baïonnettes pour déceler les mines. Une activité dangereuse – frapper sur la mine veut dire la faire exploser – mais lucrative puisqu'elle permet à ceux qui s'y livrent de gagner davantage que les maîtres d'école locaux. Tout cela coûte cher, et n'est ni rapide, ni très efficace.

Le robot inventé à l'EPFL semble presque trop simple. On se demande pourquoi on n'y a pas pensé plus tôt. Léger et facilement transportable – il tient dans un grand sac de montagne –, il se rit des terrains caillouteux, grâce à des crampons amovibles, se déplace en balayant très légèrement le sol de droite à gauche et peut même rechercher des mines en flottant à la surface de l'eau, grâce à deux grosses roues-bouées. «L'essentiel, pour moi, c'est qu'un tel robot soit capable de repérer toutes les mines cachées dans un terrain.» L'engin peut donc fonctionner soit de manière systématique, en passant l'entier d'un territoire sous sa loupe, soit de manière téléguidée, au cas où il devrait précéder une personne avançant en terre minée.

Présenté récemment en Finlande, il se démarque des solutions élaborées jusqu'ici, qu'il s'agisse du robot destiné aux marécages développé par les Allemands ou du sous-marin démineur créé par une entreprise spécialisée de Toulon. En Suisse, le professeur Nicoud ne connaît pas d'autres chercheurs travaillant dans ce domaine.

Si la technologie humanitaire reste un domaine en friche, c'est que les industries lui consacrent fort peu d'argent. C'est un mécène américain, John Walker, qui a permis à l'EPFL d'élaborer son projet grâce à un premier don de 100 000 francs. Une année a suffi pour que le robot voie le jour. Aujourd'hui, le Département des affaires étrangères pourrait accorder un montant nécessaire à son développement. En comptant le coût d'un capteur adéquat, nécessaire pour repérer les mines (lire encadré), l'engin produit en série pourrait revenir à moins de 10 000 francs. «Il serait bon de développer la concurrence, pour montrer à l'industrie qu'il y a un marché dans lequel il est bon d'investir.»

«A partir du moment où l'on débloque des moyens financiers, tout est réalisable», conclut le professeur. Il a été aidé dans ses recherches par les informations de Pro Victimis, une organisation non gouvernementale basée à Genève qui finance des campagnes de déminage, par Antenna Technologies (développement de technologies appliquées aux problèmes du tiers monde), et par la Croix-Rouge, qui l'a mis en contact avec un spécialiste des Nations Unies.

«Il y a un marché dans lequel il est bon d'investir»

Mais même si le sujet est brûlant – la conférence de Vienne débattra prochainement de la possibilité d'interdire tout bonnement les mines antipersonnel, et une rencontre de l'ONU consacrera une session aux problèmes techniques du déminage –, l'effort exigé n'entraîne pas encore suffisamment d'effets sur le plan financier. «Une organisation a sollicité les 200 plus grandes fortunes de Suisse pour soutenir ses activités et n'a recueilli qu'une somme modeste, assortie de moult lettres de félicitations. C'est de l'épicerie!» C'est pourquoi le professeur entend lancer une association pour récolter l'argent d'industries prêtes à se risquer dans ce créneau. □

Vous avez dit «spiritualité»?

par Jean-Marie Pasquier

En juin dernier, s'est tenu à Fribourg le Congrès des Organisations catholiques de coopération internationale (OCCI), dont le thème était la «spiritualité» de nos mouvements. A cette occasion la question m'a été posée à propos de Frères sans Frontières. Voici comment j'ai tenté d'y répondre, non faisant une théorie, mais à partir de l'expérience vécue au sein du mouvement depuis quelques années.

Quelle est la «spiritualité» d'un mouvement comme FSF, qui s'appelle «service chrétien pour le développement»? Où se loge-t-elle? Dans ses fondations, dans ses responsables, dans ses volontaires, ceux qui partent, ceux qui rentrent? Ceux qui ont la mémoire du mouvement savent ce qui motivait les premiers partants, les «fondateurs». Ils répondaient à l'appel des missionnaires en Afrique, ils offraient un temps précieux de leur vie, leur compétence humaine et technique, pour coopérer à la «Mission», ils s'appelaient eux-mêmes «missionnaires laïcs». Ce premier souffle chrétien a donné vie au mouvement durant de longues années. Il demeure présent et actif en son cœur profond et dans la conscience de ses responsables. Il est rendu visible par le ministère des aumôniers du mouvement et les liens qui l'unissent à l'Eglise et à divers organismes parents.

Mais les temps ont changé et les générations qui se succèdent ne se ressemblent pas toujours. Depuis plusieurs années, les jeunes qui s'annoncent au secrétariat, qui s'engagent dans un groupe régional, qui participent aux stages de préparation, et enfin qui partent, sont des jeunes de ce temps et de cette société, qu'on appelle «sécularisée». Un monde qui croit se suffire à lui-même (pas besoin d'Eglise) et pouvoir se penser et se construire sans référence «spirituelle» au sens religieux du terme. La religion garde peut-être sa valeur, mais dans la sphère privée. Elle n'a pas sa place dans un projet de développement collectif. Les jeunes de FSF ne partagent pas forcément ce sécularisme extrême. De par leur éducation, nombre d'entre eux se réfèrent, plus ou moins consciemment, à des «valeurs chrétiennes», certains ont à nouveau «rencontré le Christ», mais la plupart ont pris leurs distances à l'égard de l'institution Eglise. D'aucun même se déclarent ouvertement «humanistes athées».

Sont-ils pour autant sans «spiritualité»? Sans souffle qui les anime? Quand on voit, lors de l'assemblée annuelle du mouvement, autant de jeunes, anciens et futurs volontaires, consacrer leur fin de semaine à une rencontre aussi chargée, alors qu'au même moment les églises sont presque vides de jeunes, on doit se demander: qu'est-ce qui les fait courir? Quelles sont leurs motivations?

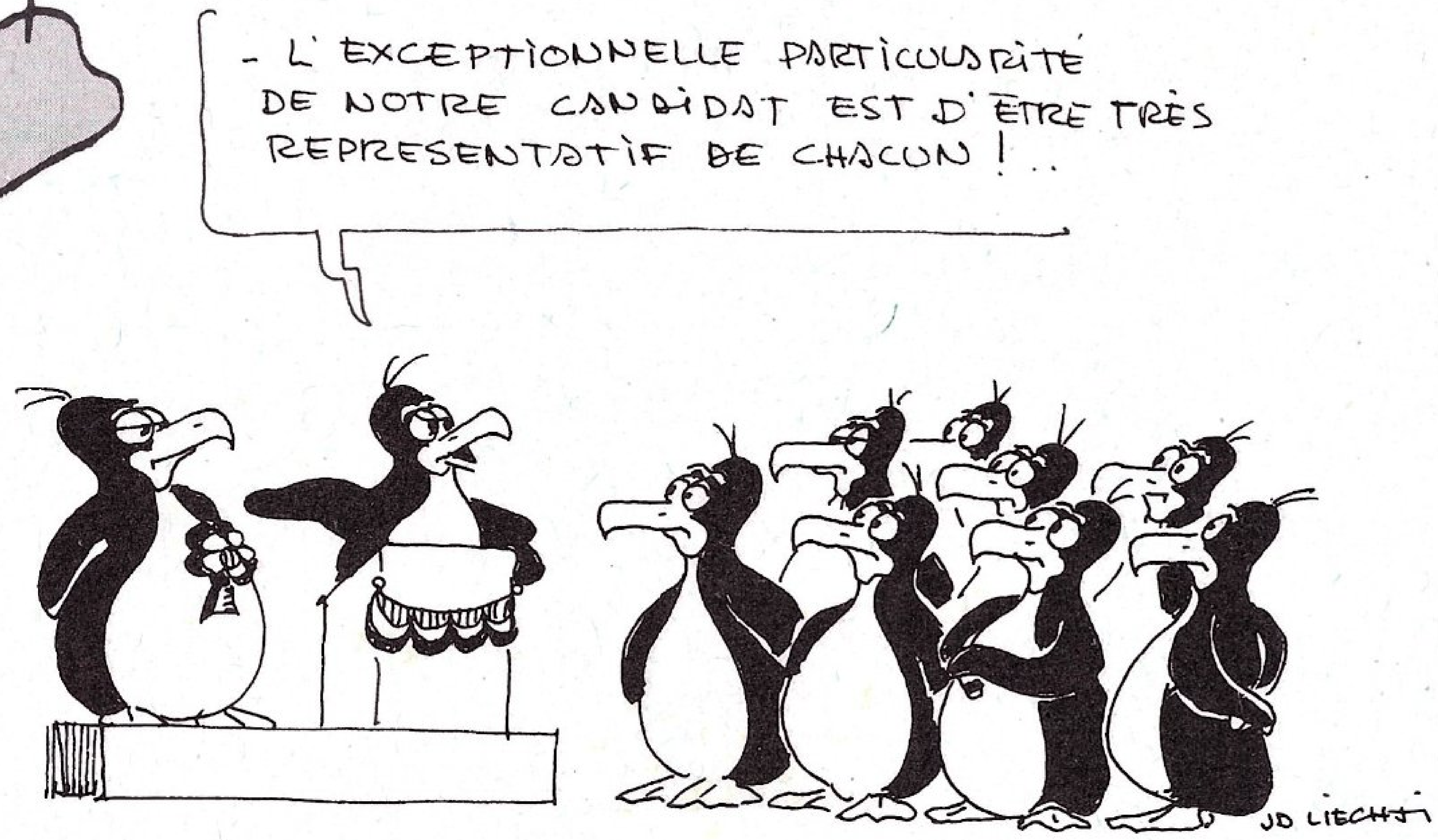
Je suis frappé, lors de la journée du stage consacrée à cette question, de constater la variété des expressions personnelles, reflets d'expériences et d'histoires marquées de «pierres blanches», mais aussi de blessures profondes qui sont autant d'ouvertures aux besoins les plus profonds de l'être humain. Et aussi, chez certains, ouverture à la présence mystérieuse d'un Autre qui donne un sens ultime à leur vie et à leur choix.

La valeur qui fait l'unanimité aujourd'hui est sans doute le *respect* – beaucoup disent «tolérance» –: respect de l'autre dans sa différence, avec ses richesses intérieures, ses choix de vie, sa croyance, son droit à l'erreur. Plus avant, et malgré la dureté du monde, la *confiance* en l'homme, et aux plus petits parmi les hommes. Confiance en ses potentialités, sa capacité de croissance, de changement, de création. Certains diront aussi leur foi en un Dieu «qui croit en l'homme» et qui l'a prouvé en se faisant homme, en prenant le parti des pauvres. Et il y a l'*amour*: l'amour de l'humanité et de chaque humain, indissociablement. Un amour qui rêve de justice, d'égalité, de liberté et de paix. Et qui se révolte: pourquoi tant de misères, de violences, d'injustices? Comment être heureux tout seul, si l'autre n'est pas heureux? Alors transformer le monde? On a de la peine à croire que c'est encore possible. Et pourtant «on a envie de faire quelque chose pour que le monde change». On croit à la valeur des petits pas: au partage de la vie des autres dans la proximité, à l'échange entre les peuples et les cultures, à la construction de passerelles de fraternité. Modestement, permettre à l'autre d'exister, de se mettre debout, d'être lui-même et d'entrer en communication. Et se réjouir aussi de recevoir de lui, dans la réciprocité qui seule permet l'amitié.

Et l'esprit du Christ dans tout cela? Il est rarement nommé. Mais quelqu'un se souvient de sa parole: «Ce que vous avez fait au plus petit de mes frères, c'est à moi que vous l'avez fait.». Et de sa «compassion», de son souffrir avec celui qui peine et qui pleure, jusqu'à donner sa vie. Il nous arrive de célébrer cette Pâque libératrice, et génératrice de vie nouvelle.

Une spiritualité chrétienne qui ne trouve pas toujours les mots pour se dire, mais qui se vit en profondeur.

Ah!... la politique



- SI LE SÉRIEUX APPARENT DES PINGOUINS ET DU MONDE POLITIQUE VOUS CRISPE AUSSI ! ...

- SOUVENONS-NOUS QU'IL NOUS APPARTIENT DE LE CHANGER !

... ALLONS VOTER .



TEXTES + DESSINS JD LIECHTI



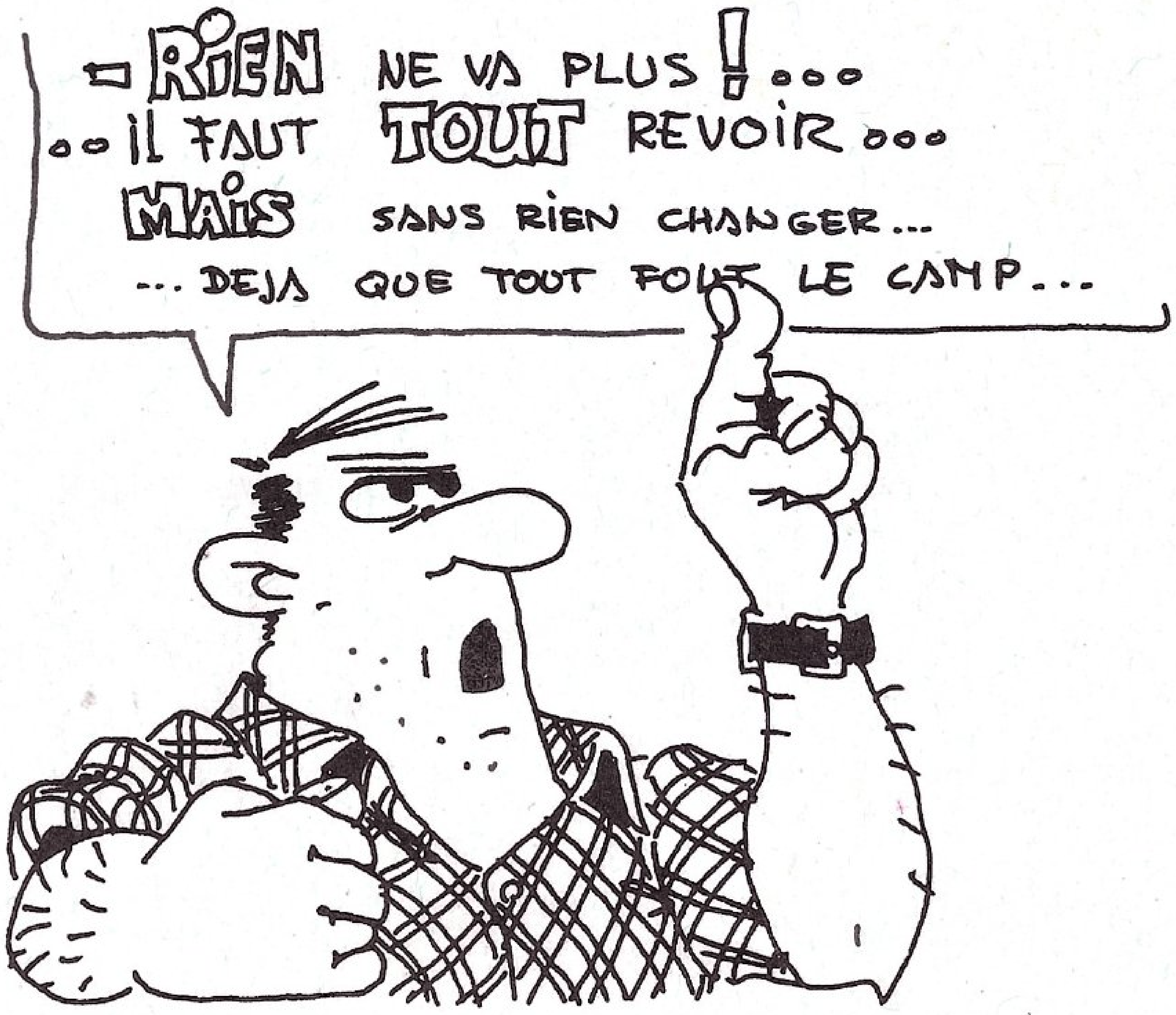
- CITOYEN MOYEN S'INQUIÉTANT DE LA POLITIQUE

- CITOYEN S'INQUIÉTANT DE DEVENIR POLITICIEN

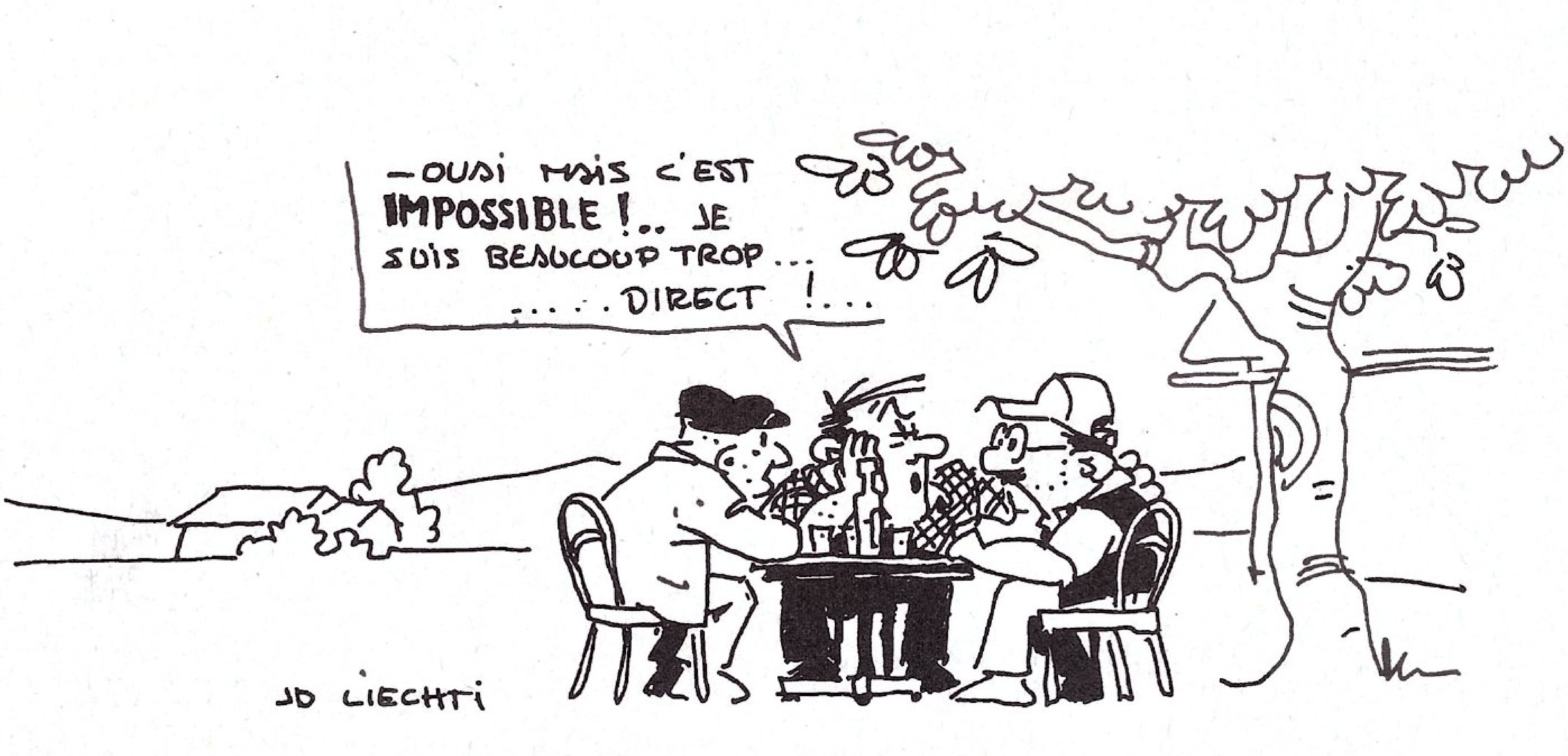
- CITOYEN SE BATTANT POUR DEVENIR POLITICIEN

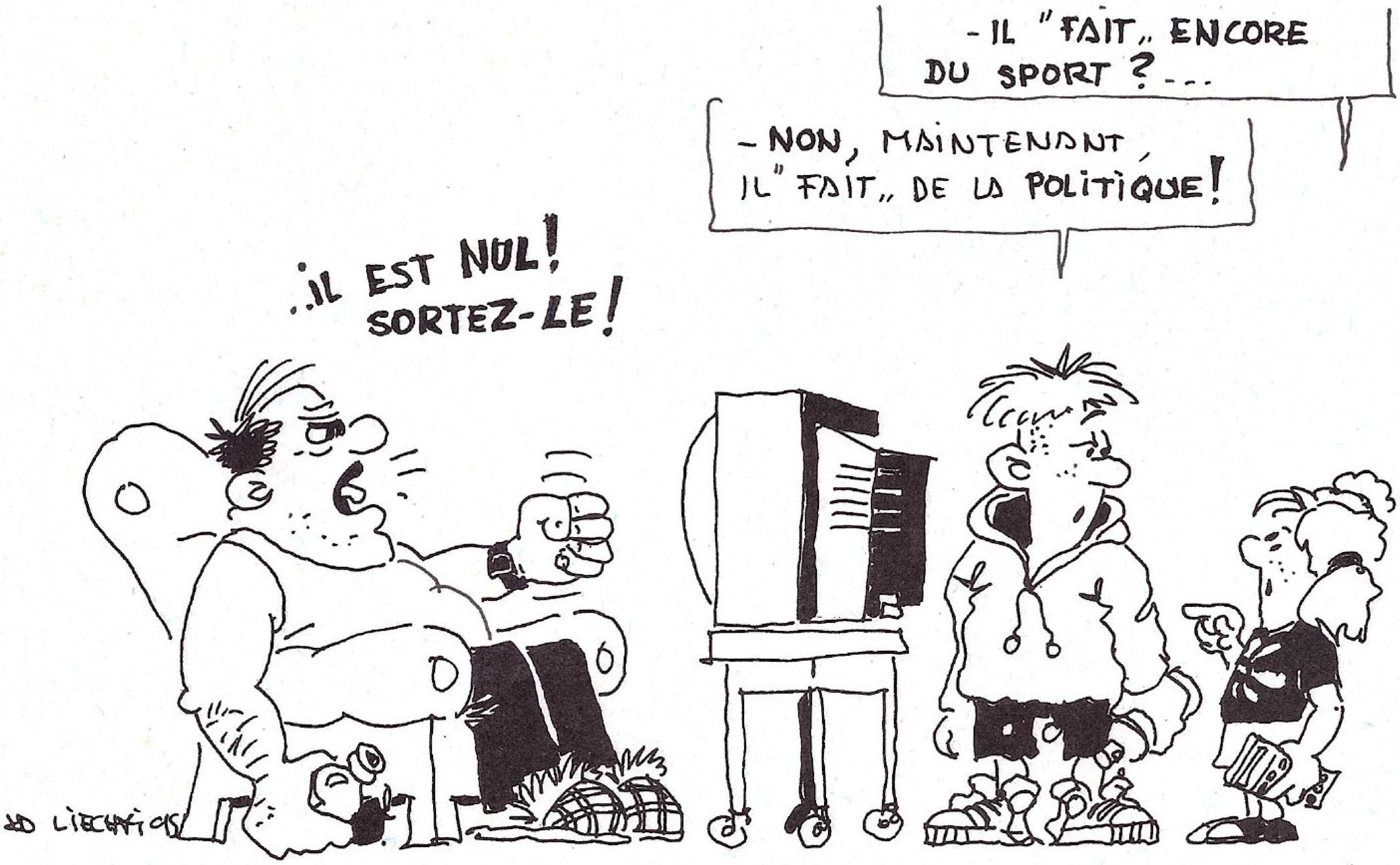
- POLITICIEN SE BATTANT POUR DEVENIR POPULAIRE

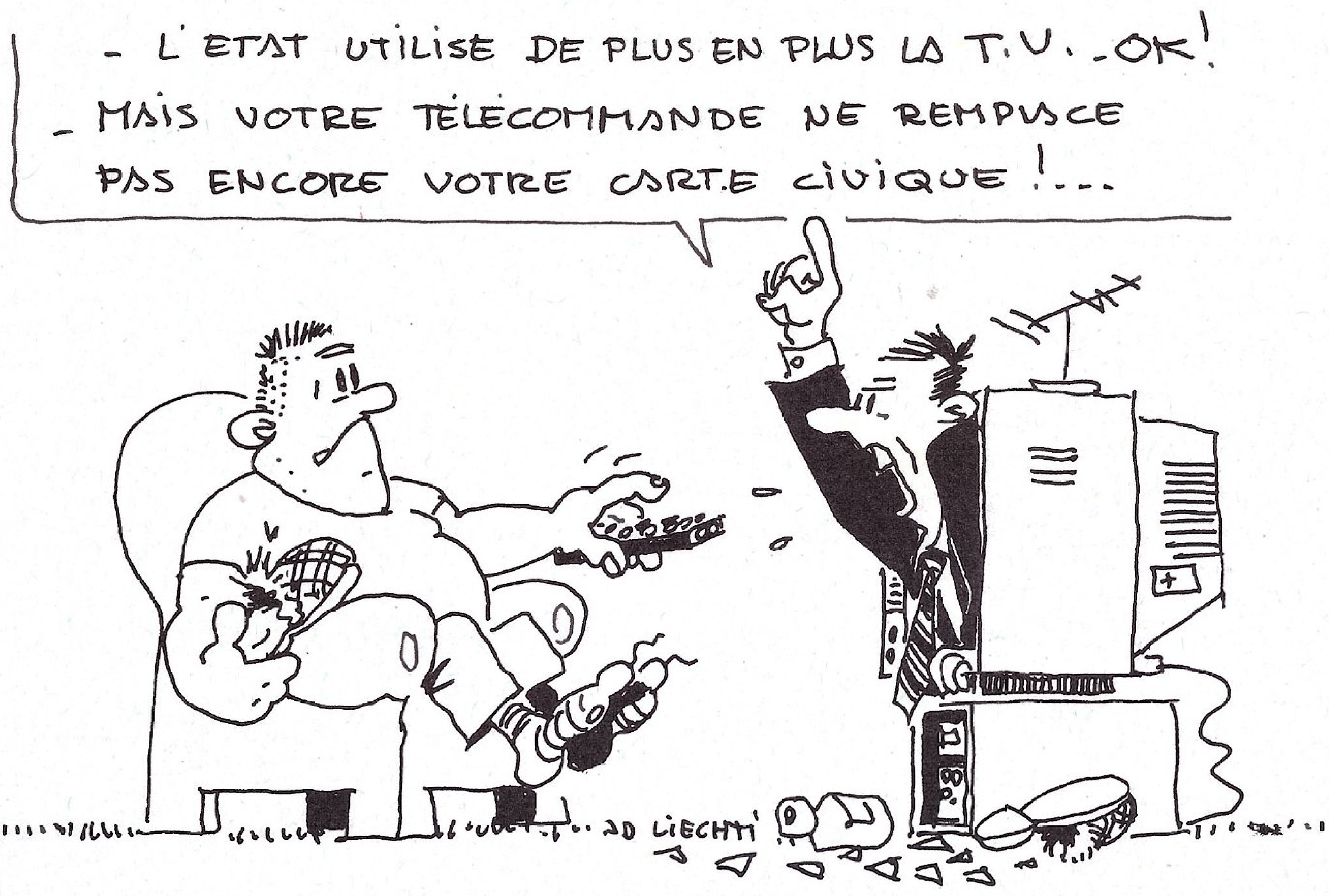
- POLITICIEN S INQUIÉTANT DE CES CONCITOYENS.

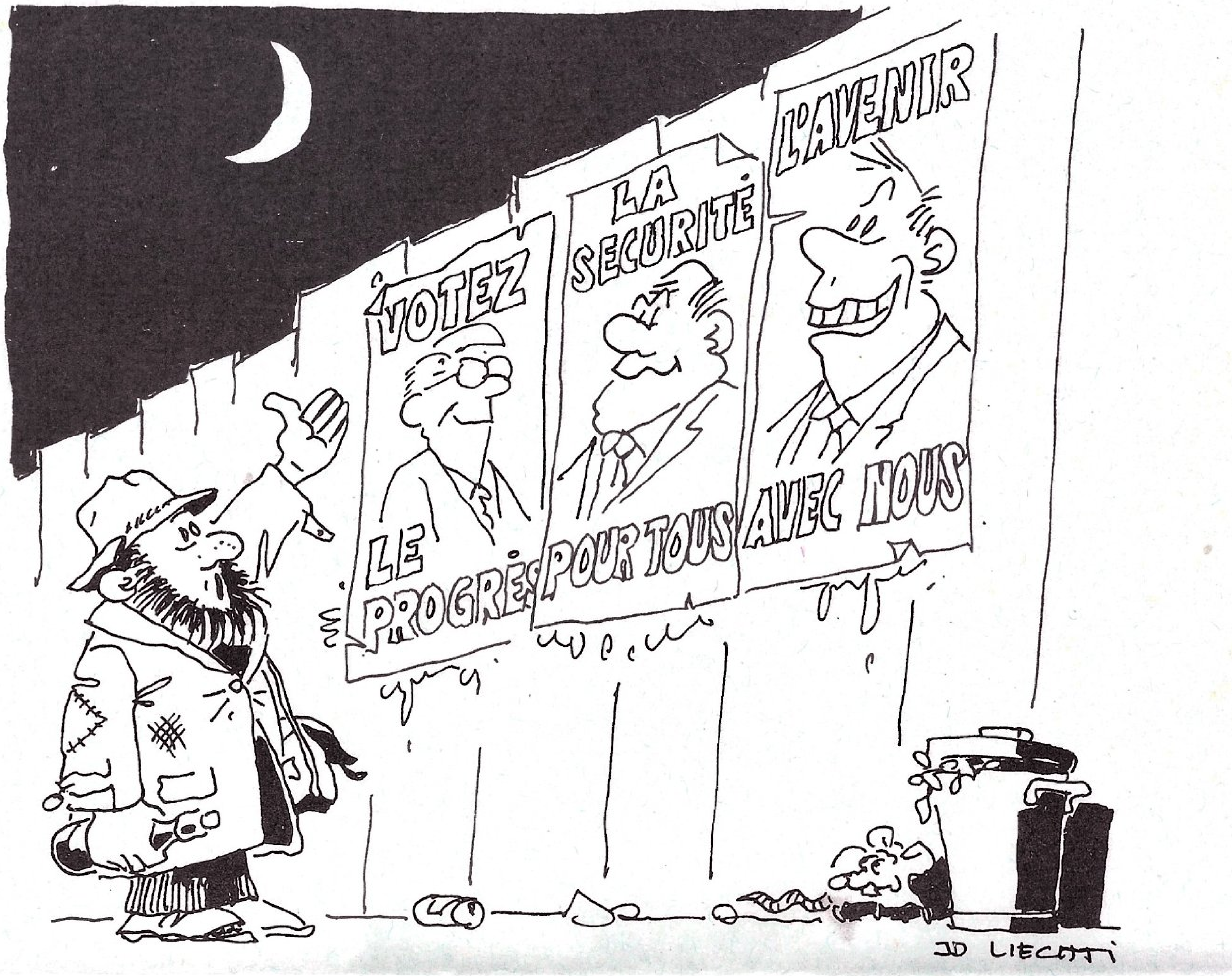

-RIEN NE VA PLUS !... ...IL FAUT TOUT REVOIR... MAIS SANS RIEN CHANGER... ...DEJA QUE TOUT FOUT LE CAMP...


-HA! ÇA' C'EST BIEN VRAI !..
-TU DEVRAIS TE LANCER DANS LA POLITIQUE !..

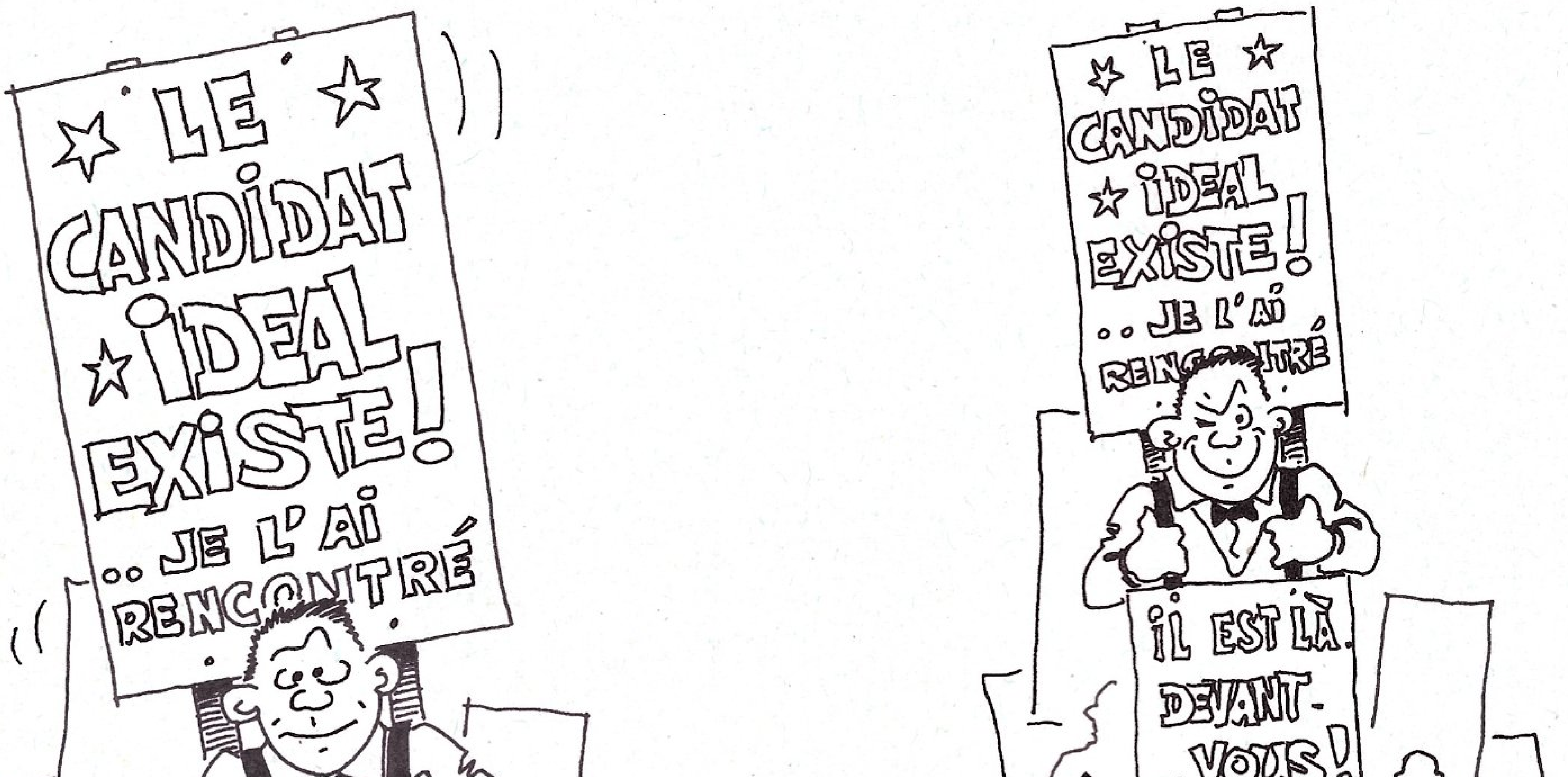

-OUAI MAIS C'EST IMPOSSIBLE !.. JE SUIS BEAUCOUP TROP... .....DIRECT !...
JD LIECHTI

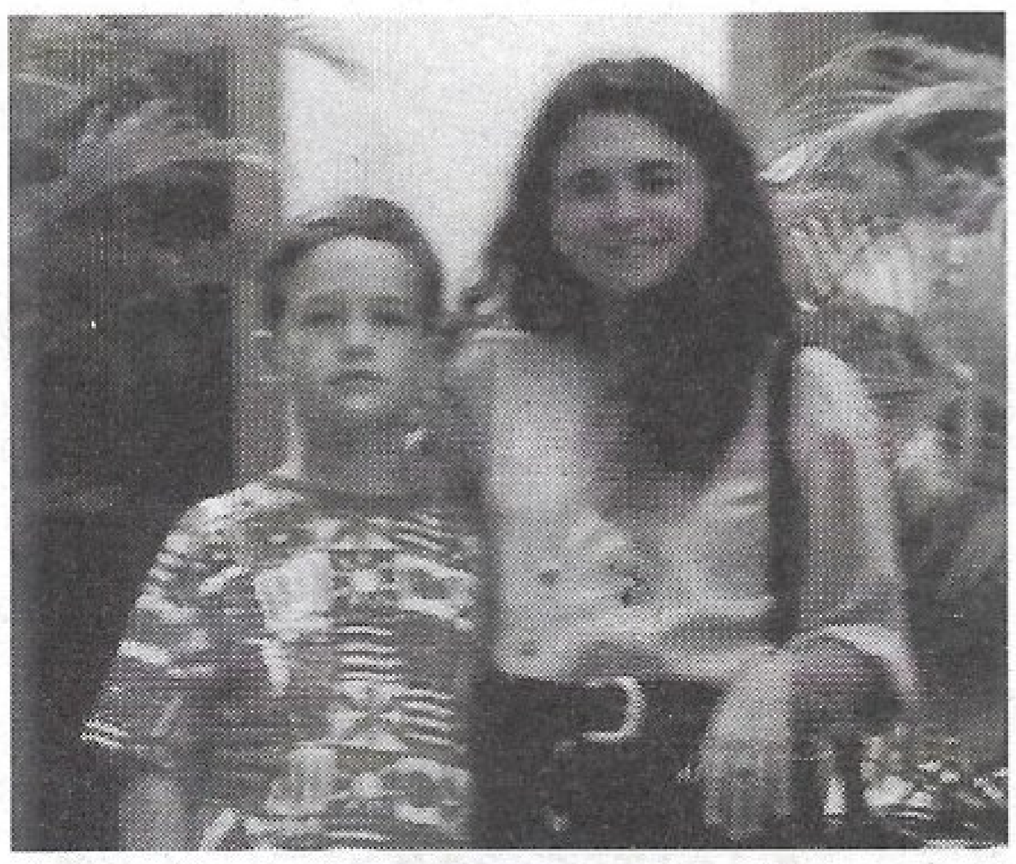

- IL "FAIT„ ENCORE DU SPORT ?...
- NON, MAINTENANT, IL "FAIT„ DE LA POLITIQUE!
..IL EST NUL! SORTEZ-LE!


- L'ETAT UTILISE DE PLUS EN PLUS LA T.V. _OK!
_ MAIS VOTRE TÉLÉCOMMANDE NE REMPLACE PAS ENCORE VOTRE CARTE CIVIQUE !...
AD LIECHTI

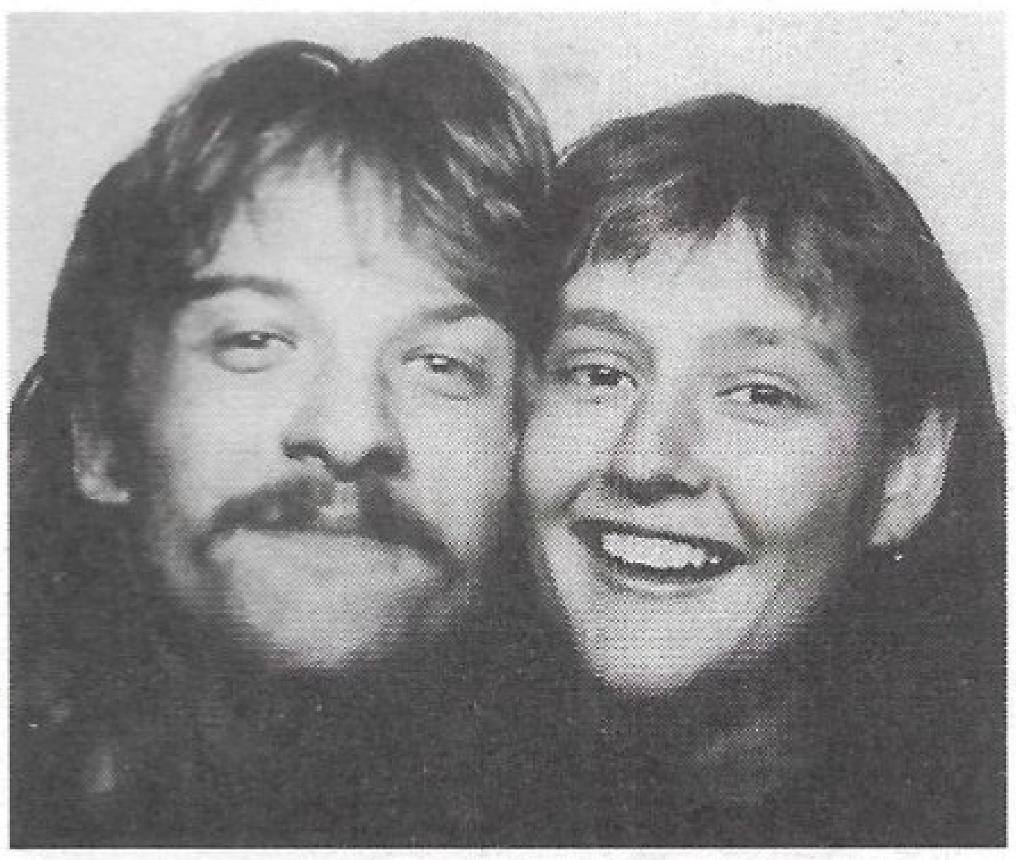


- AVEC DES DISCOURS PAREILS, .. JE VIDE MON "KIL" DE ROUGE POUR FÊTER MA DERNIERE NUIT DEHORS!

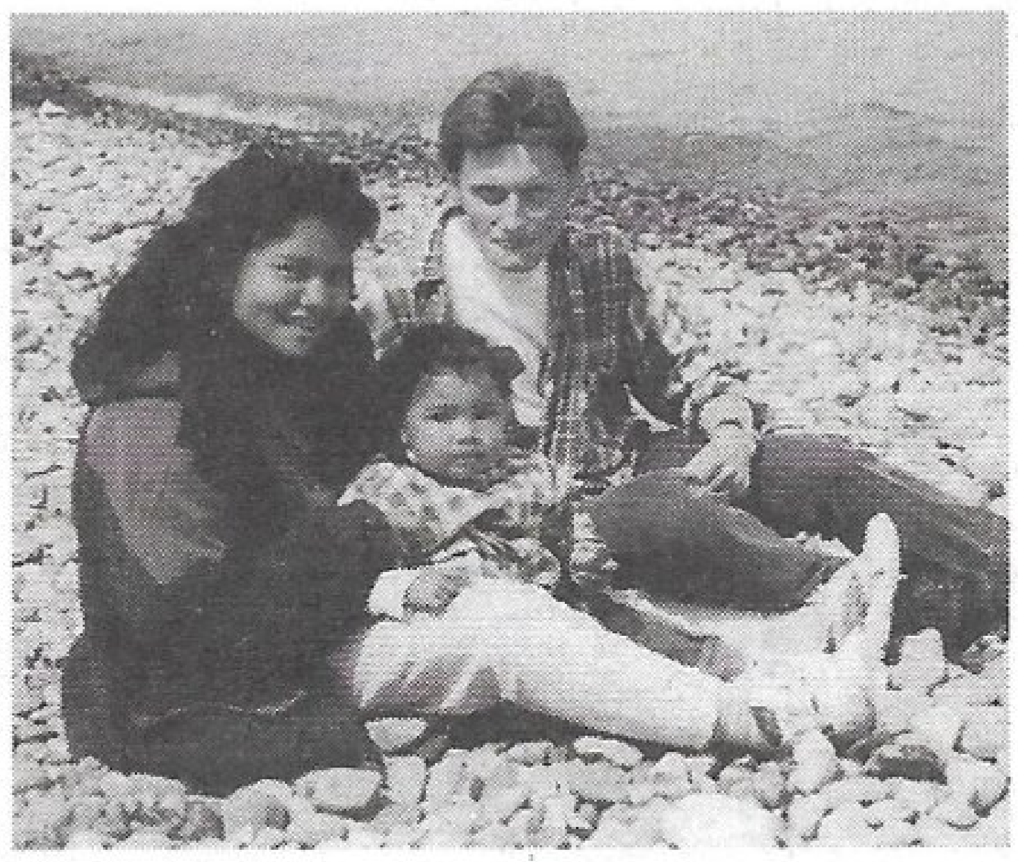




Aurea Francisca Lopes et son fils Samuel



Bertrand Mittempergher et Florence Reber



Berta, Béatriz et Martin Schreiber-Cruz

Départs

Aurea Francisca Lopes, enseignante, accompagnée de son fils **Samuel,** de Fribourg, ont rejoint Sao Luis/Brésil, le 14 février 1995. Engagée par le «Grupo da Maes Santo Divina Graça», Aurea est chargée d'appuyer les leaders, les enseignants, les parents par un travail de formation, d'animation, de soutien pédagogique et méthodologique. Elle est également amenée à favoriser la responsabilisation des autorités locales.
Leur adresse professionnelle:
Grupo da Maes Santo «Divina Graça»
R. 24 de Agosto – 257 Floresta
6'500 Sao Luis-Maranhao/Brésil

Florence Reber, infirmière, et **Bertrand Mittempergher,** technicien en mécanique, ont pris l'océan, le 28 juin dernier, pour voguer trois semaines durant vers le Brésil, leur lieu d'affectation. Dans le cadre de l'«Associaçao Popular de Saude», Florence contribuera à développer un projet de santé populaire: appui à la systématisation du travail en cours, formation de responsables, accompagnement technique du fonctionnement d'un laboratoire, mise en réseau du projet avec l'extérieur.
L'activité de Bertrand reste à déterminer.
Leur adresse professionnelle:
Associaçao Popular de Saude
Rua Getuloi Vargas 765
65.750-000 Esperantinopolis/Brésil

Martin Schreiber, géographe, **Berta Marina Schreiber Cruz** et leur fille **Béatriz** se sont envolés le 30 juin dernier pour La Paz/Bolivie où les attendaient leur nouvel employeur, l'«Accion Internacional por la salud» (AIS). Martin et Berta y assureront l'appui à la représentante AIS volontaire locale par diverses tâches: éducation à la santé primaire et communautaire, diffusion de matériel éducatif, recherches opérationnelles locales, coordination des activités avec d'autres institutions locales, gestion et administration du projet local.
Leur adresse professionnelle:
AIS
P.O. Box 568
Av. Abel Iturralde 1138B
Miraflores
La Paz/Bolivie

Changement d'adresse

Martin et Marie-Rose Chatagny, actuels volontaires au Nicaragua ont déménagé.
Leur nouvelle adresse:
A.P. 299 – Matagualpa/Nicaragua

Retour

Gabriela Schwizer, institutrice, a cessé son engagement de volontaire FSF le 25 mars 1995. Elle s'occupait de formation et d'animation scolaire auprès de l'«Alcade Sr. Luis Matus» à Santa Teresa au Nicaragua.
Pour tout contact:
Haus Bernarda
Schwizerhausstrasse 6
6006 Lucerne

Mariages

Jeannette Luescher, ancienne volontaire en Bolivie, et **Sergio Chumira,** le 11 août 1995 à Magden/AG
Leur adresse:
c/o Franz et Brunette Luescher
Im Hofacker 21 – 4312 Magden

Philippe Rebora, ancien administrateur financier de FSF et **Fabienne Allegro,** le 19 août 1995 à Sion/VS
Leur adresse:
Clair-Matin 6 – 1009 Pully

Naissances

Robin Dali, né le 10 juillet 1995 au foyer de Souad von Allmen et Grégoire Metral, coordinateur du groupe régional de Genève.
Leur adresse:
15, rue du Vieux-Moulin
1213 Onex

Lys-Milena Rachel, née le 19 juillet 1995 au foyer d'Amparo et Pierre-Yves Maillard-Hernandez, secrétaire général de FSF.
Leur adresse:
13, rue Grimoux – 1700 Fribourg

Tom, né le 31 juillet 1995 au foyer de Catherine et Nicolas Scyboz-Gaillard, anciens volontaires au Cameroun.
Leur adresse:
98, rte du Moléson – 1662 Pringy

Eve-Marie, née le 22 août 1995 au foyer de Mireille et Jude Perrin, futurs volontaires en Haïti.
Leur adresse provisoire:
Epenex 3 – 1022 Chavannes

Décès

Marie Jecker-Miserez, décédée le 16 mai 1995, mère et belle-mère de Maurice et Véronique Jecker-Berberat, anciens volontaires à Magadascar, et de Raymond et Adrienne Jecker-Brahier, anciens volontaires en Haïti.

Maaike Bleeker Van Beveren, décédée le 12 juillet 1995, mère de Mô Patricia Bleeker-Massard, ancienne volontaire au Tchad.

RECTIFICATIF Comptes GVOM 1994

Précision concernant la subvention du Département missionnaire

L'explication concernant la subvention que nous avons reçue en 1994 de la part du Département missionnaire des Eglises à Lausanne n'a pas été imprimée, rendant confuse la lecture de cette rubrique dans le n° 4 d'*Interrogation*. Explication:

- en 1993 le Département missionnaire inscrit à son budget une contribution de Fr. 10'000.– pour GVOM;
- courant 94 après bouclement un supplément de Fr. 4'000.– est versé, l'année ayant été meilleure que prévu;
- suite à une confusion (GVOM s'étant basé sur une contribution de Fr. 20'000.– en 93 comme précédemment) les comptes de cette année ont été bouclés sur cette base, entraînant un «manque» de Fr. 6'000.– non rectifiable sous 93;
- le versement du DM pour 1994 étant de Fr. 5'000.–, le solde à inscrire sous cette dernière année, après correction était donc bien un montant «négatif» de mille francs comme indiqué.

Rappelons à cette occasion que le Département missionnaire soutient financièrement GVOM depuis de nombreuses années. Même si sa contribution a diminué en raison de ses difficultés financières, son apport reste cependant substantiel et il est d'autant plus apprécié dans la situation actuelle. Nous en profitons ici pour remercier le DM de son aide.

F. Monot, resp. comptabilité

Rien ne change

André Kohli est volontaire GVOM au Costa Rica (Amérique centrale). Il participe à un programme d'«éducation écologique» (en particulier la reforestation) dans les écoles primaires. Il nous livre ses réaction à chaud lors d'un congé en Suisse.

Revenir en Suisse, après avoir vécu 4 ans au Costa Rica, est toujours source d'émotions, ainsi que de réflexions et questions.

Passée la joie des retrouvailles, je constate avec un certain recul que les problèmes sont toujours les mêmes, et que d'autres réalités qui me paraissaient plus ou moins normales, m'interpellent et m'amènent à m'interroger sur ce pays.

Pourquoi par exemple ce manque de vie et d'enfants? Serait-ce qu'on ne tolère plus les jeunes comme avant? Ou peut-être le manque d'argent ainsi que le stress permanent favorisent-ils cette situation? Cette jeunesse étouffée par une population toujours plus vieillissante et intolérante dont les principales préoccupations sont le chômage et l'augmentation du coût de la vie.

La crise et la situation actuelle seraient-elles si terrible pour la survie de cette société? Ou ne serait-ce pas plutôt la peur de perdre un certain standing qui paraît si dérisoire en regard d'autre pays.

Regardez autour de vous. Essayez de trouver encore un véhicule de plus de dix ans? Difficile. Et combien d'automobilistes circulent seuls? Passons aussi sur les derniers modèles de télé, vidéo, hifi et d'autres biens de luxe que les gens se targuent de posséder. C'est à vous demander où est la crise!
Passons sur la politique intérieure de la Suisse qui ne paraît pas très sociale, tout comme la diplomatie extérieure ne me paraît pas très morale.

Prenez la visite de M. Delamuraz en Chine, très soucieux des perspectives de contrats alléchants à conclure, mais peu préoccupé du génocide chinois au Tibet.

Heureusement qu'un bon verre de pinard, bien difficile à refuser, nous aide à nous donner bonne conscience, refaisant le monde autour d'une table. Difficile dans ces conditions d'entrevoir un quelconque changement.

André Kohli

Naissance

Bonne arrivée à Marie Charlotte qui est née le vendredi 8 septembre. C'est Béatrice Faidutti-Lueber, coordinatrice GVOM, qui l'a mise au monde. Beaucoup de bons vœux à Marie Charlotte, à Béatrice, au papa et aux deux frère et sœur.

Nous recherchons un/e

animateur/trice

pour les associations régionales de l'AEHPT (association d'entraide d'handicapés physiques du Tchad).

Base: N'Djamena, Tchad

Durée
2 ans (avec possibilité de prolongation) – dès fin 1995

Tâches
Appui à la structuration. Accompagnement pédagogique (méthodes participatives). Organisation et animation de séminaires. Assurer la liaison entre les associations régionales, les ONG de terrain et les structures locales. Travail de prévention du handicap.

Exigences
Formation et expérience comme éducateur/trice, assistant/e social/e, enseignant/e, sociologue, ou psychologue. Disposition pour le travail en équipe. Prêt à se déplacer la moitié du temps et à accepter les conditions locales d'hébergement. Expérience de séjours en Afrique. Connaissances de base en comptabilité. Connaissances d'arabe souhaitées.

Postulation auprès de:
Eiréné – C.P. 2262
2302 La Chaux-de-Fonds
Tél. 039/28 78 47

Durée: jusqu'à fin septembre 1995

Première mise au concours de ce poste: août 1995

Remarque
Conditions de vie simple – rémunération de volontaire

Sud-Nord-Sud: partager des expériences et repenser des concepts

L'assemblée générale de FSF s'est déroulée au Bouveret le 11 juin 1995. Elle a été précédée, samedi après-midi le 10 juin, par la rencontre annuelle du mouvement qui a été placée sous le thème de «Coopération-solidarité Nord-Sud-Nord», avec la participation de volontaires actifs revenus exprès du terrain. A partir de leurs expériences d'engagement auprès des Indiens mapuches en Argentine et des Pygmées en République centrafricaine, les discussions ont porté sur les relations entre développement et culture, les rapports entre l'Etat et la société civile, le rôle du volontaire (expert, conseiller ou appui?), la question du «travail à la base», etc. C. Falaschi et S. Ferrari nous donnent ci-après un compte-rendu des débats. Nous les en remercions.

Dans le prochain numéro, nous publierons de larges extraits des rapports d'activité du président et du secrétariat de FSF présentés lors de l'assemblée générale.

N.d.l.r.

par C. Falaschi et S. Ferrari,
traduction par T. Parrat

Pygmées et Mapuches: vers la révision et la réorientation de nos pratiques

Deux situations culturelles différentes à la base d'une réflexion commune: les expériences concrètes de volontaires FSF travaillant avec des minorités ethniques en Afrique et en Amérique latine ont retenu l'attention et provoqué le débat. L'espace de quelques heures, Pygmées et Mapuches ont été «traduits» dans ce lointain pays valaisan, par des volontaires qui ont travaillé, partagé et appris d'eux au fil des années.

Des options apparemment contradictoires, mais surtout une accumulation d'interpellations, surgissent à la chaleur de ces pratiques quotidiennes et au sein des réalités diverses d'un même Sud exploité et opprimé. Profondes remises en question qui secouent les structures mêmes de notre mouvement. De toute manière, un véritable «carrefour» à partir duquel l'analyse de la réalité – ou des réalités – nous permettrait de nous redéfinir de manière plus créative et plus cohérente et de corriger nos pratiques.

Contribuer à faire valoir la dignité de la minorité pygmée

«Notre travail tend à contribuer à l'intégration et à la promotion de la minorité pygmée, historiquement dépréciée par les «grands noirs» des ethnies bantous».

Jean-Luc et Manuelle Mottet Fracheboud, volontaires ayant travaillé 3 ans à Monasao, définissent les axes de leur engagement «comme un projet global d'accompagnement et à la base», où «il n'est pas évident de pouvoir travailler dans une seule direction: lorsque l'objectif est de rechercher l'intégration des Pygmées... tout est entrelacé».

Par exemple, poursuivent-ils, une fois l'exploitation de diamants commencée dans la zone, il faut voir comment les Pygmées «peuvent les

exploiter sans se faire voler... Il ne s'agit pas d'affronter les forces économiques externes, mais qu'ils soient en mesure de mieux gérer cette nouvelle réalité».

30'000 en République centrafricaine, les Pygmées vivent en symbiose avec la forêt: ils y chassent et cueillent. Ils appréhendent la vie au jour le jour et accordent une grande importance à la chance. Ils sont mobiles même si leur plus grande fierté est de posséder un village où ils pratiquent désormais un peu d'agriculture. Comme traditionnellement le concept d'autorité n'existe pas, l'organisation du village est difficile, les structures de prise de décisions à inventer. Ils entretiennent des relations complexes avec les grands noirs: ils sont avant tout exploités et méprisés par eux mais ils ont aussi des liens culturels et amicaux. Ce système de relation évoque à la fois le servage du Moyen Age et le clientélisme de l'Antiquité romaine.

«Pour les libérer, un Père européen arrivé il y a 20 ans dans la région où nous avons travaillé, leur proposa de planter du manioc. En effet, pour s'en procurer, ils devaient travailler chez les grands noirs qui les payaient aussi très souvent en alcool. Bientôt, lorsqu'ils arrivèrent à en produire suffisamment, ils commencèrent à en vendre. Avec les revenus ils peuvent accéder à des biens de consommation et être reconnus par leurs anciens maîtres».

La première expérience se limitait à un petit groupe. Aujourd'hui, il sont plus de 1'500. Autrefois considérés comme des animaux de la forêt, ils commencent à accéder à une reconnaissance sociale . Le travail d'accompagnement est maintenant global: amélioration des techniques, préscolarisation des enfants, alphabétisation des adultes, agrandissement de l'infrastructure, etc.

Face à un état plus ou moins pris dans le schéma traditionnel d'exploitation des Pygmées ou indifférent, l'obtention de leurs droits civiques est une autre priorité de travail. Avant, ils «n'étaient pas des êtres aptes à voter». Aujourd'hui, ils se mobilisent pour être recensés.

Accompagner la résistance du peuple mapuche

Dans deux provinces du Nord de la Patagonie argentine, Neuquén et Rio Negro, le 10% environ de la population est mapuche, c'est-à-dire qu'elle compte plus de 60'000 indigènes. Alors qu'une grande partie d'entre eux a émigré en ville, d'autres travaillent dans les plantations, les mines et les grands chantiers. 10'000 seulement vivent encore en communautés traditionnelles.

Thérèse Parrat et Carlos Falaschi, volontaires FSF, travaillent depuis près de 6 ans dans le cadre du Service Pastoral de Neuquén, créé par l'Evêque don Jaime De Nevares, leader des droits de l'homme, récemment décédé. Les premières activités furent orientées selon l'idée de «permettre que les Mapuches connaissent les règles du jeu de la société globale, ses lois et institutions et, en même temps, de les accompagner dans leur lutte pour la propriété communautaire de la terre».

Après une première étape, signale Carlos, réviser ces objectifs et procéder à une profonde autocritique apparut comme indispensable: «Jusqu'où ce schéma «intégrationniste», soit une formation qui les aide seulement à se défendre face à la société «blanche» et dans le cadre de celle-ci, était-il valable? Ne conspirait-on pas en même temps contre leur culture, leur forme de vie?» La question de la portée et des limites d'un «intégrationnisme» qui ignorait les droits et caractéristiques culturels d'un peuple différent fut repensée.

Deux types d'accompagnement et de service sont actuellement abordés à partir d'une autre vision:

a) Appui à une Coopérative mixte de paysans mapuches et créoles (quelque 400 familles), comprenant activités de formation des délégués.
b) Travail dans le cadre d'un projet d'«extension» universitaire (qui englobe représentants indigènes, professeurs, étudiants, ainsi que des avocats, ingénieurs agronomes, etc.) pour la revendication et défense de la terre indienne, et d'autres revendications ponctuelles, où l'identité culturelle mapuche est présente. Ce sont eux, les indigènes, qui définissent priorités et actions. Cela se traduit précisément parfois non en leur adaptation au système, mais en d'aigus conflits avec fonctionnaires, propriétaires terriens et entrepreneurs, au sujet de la problématique de la terre, des ressources naturelles, de l'éducation publique, etc. (voir *Interrogation* nº 8/94).

La logique actuelle de travail, dans cette région située à plus de 1'500 km au sud de la capitale du pays,

Buenos-Aires, consiste dans le fait de «comprendre un peuple originaire qui veut récupérer sa culture ancestrale en harmonie avec la nature, désarticulée par l'invasion de l'Armée, les Eglises, la colonisation, l'école «officielle» et les nouveaux «latifundistas» qui, depuis la fin du siècle passé, considèrent les mapuches comme barbares, sauvages, païens et ignorants».

Questions-clés de la réflexion FSF

A partir des réalités historiques, géographiques et ethniques diverses, de leur interprétation, des propositions d'action et des expériences accumulées par les partenaires et les volontaires, l'agenda s'ouvre sur une réflexion déjà amorcée et indispensable.

Du débat suscité par les deux exposés surgirent diverses inquiétudes:

- La disparité des situations existant entre les deux ethnies s'explique-t-elle par des différences de développement historique, matériel, de conscience? Quels objectifs et réponses s'y rapporte-t-il?
- Se peut-il que le volontaire, consciemment ou non, crée des «besoins»? Peut-il «intégrer» les indigènes de manière indiscriminée, à sa propre culture supposée meilleure ou supérieure?
- En quoi consiste l'accompagnement par les volontaires? N'implique-t-il pas un échange réciproque de connaissances et expériences où nous apprenons et nous aidons à dépasser ensemble les problèmes?
- Un travail direct «à la base» (avec paysans, indigènes, habitants de quartiers marginaux, etc.) serait-il à privilégier ou plutôt avec des «multiplicateurs», intermédiaires naturels de la communauté (leaders, délégués, agents de santé, maîtres d'école)? Quels sont, dans chacun des cas, les avantages et les désavantages?

Les points de réflexion suivants se dégagent finalement:

Relations Nord-Sud

Sans une connaissance exacte des rapports Nord-Sud actuels (dans le cadre global «post-moderne», néolibéral et d'ajustement structurel), il ne serait pas possible de nous situer de manière adéquate dans le temps et l'espace, ni par conséquent élaborer des propositions correctes et réalistes qui contribuent à la solution des graves problèmes que vivent les peuples et de grands secteurs populaires des pays du Sud.

ONG d'envoi et partenaires

Face à cette réalité globale et à la spécificité des réalités locales, régionales, ethniques et du non-développement intégral, quels doivent être les principes et critères stratégiques pour définir l'orientation des projets et le choix des partenaires, en fonction des processus libérateurs protagonisés par les secteurs populaires et ethniques?

Types de projets et objectifs

En conséquence et en premier lieu, il serait important de définir quelle analyse de la réalité et quel genre de relation Nord-Sud FSF privilégie. Ensuite, définir les objectifs et méthodes; ils peuvent varier selon les réalités concrètes et donner naissance à des projets différents, certes, mais non antagoniques à la stratégie de fond.

La balle a été lancée et rebondit maintenant dans le camp du Nord: organismes d'envoi et aussi dans celui du Sud: organismes partenaires et volontaires chevauchant entre les deux réalités.

Statistiques des volontaires engagés en 94/95

Volontaires engagés au 11.6.95	48 volontaires dans 11 pays	
Planification 12.95	52 volontaires dans 11 pays	

	Au 11.6.95	**Planification 12.95**
Amérique du Sud 70,9%	*34 personnes* *16 enfants*	*35 personnes*
Argentine	3	3
Bolivie	10	11
Colombie	2	2
Equateur	1	1
Pérou	4	4
Brésil	14	14
Amérique centrale/Caraïbes 18,75%	*9 personnes*	*11 personnes*
Haïti	3	5
Nicaragua	6	6
Afrique 10,45%	*5 personnes*	*6 personnes*
Rép. centrafricaine	1	3
Tchad	3	3
Zaïre	1	0
Volontaires de retour	*10 personnes*	*1 personne*
Afrique du Sud	1	
Brésil	2	
Haïti	1	
Nicaragua	1	
Rép. centrafricaine	4	
Tchad	1	
Zaïre		1
Renouvellement de contrats	*9 personnes*	
Argentine	2 personnes pour 2 ans	
Brésil	1 personne pour 1 an	
Brésil	2 personnes pour 2 ans	
Colombie	2 personnes pour 2 ans	
Nicaragua	2 personnes pour 2 ans	
Nouveaux contrats (volontaires déjà engagés)	*10 personnes*	
Bolivie	3 personnes pour 3 ans	
Brésil	4 personnes pour 3 ans	
Equateur	1 personnes pour 3 ans	
Nicaragua	2 personnes pour 3 ans	

Stage final d'été 1994	12 participants FSF 1 divers 9 candidats au départ

Départs dans des projets	**13.6.94-11.6.95**	**Planification 12.95**
	5 personnes	14 personnes
Amérique du Sud	*4 personnes*	*10 personnes*
Brésil	4	3
Bolivie		5
Pérou		2
Amérique centrale/Caraïbes	*1 personne*	*2 personnes*
Haïti	1	2
Afrique		*2 personnes*
Rép. centrafricaine		2

«2e pilier: que fait-on de notre argent?»

Par qui sont gérés les fonds de pension?
A quels secteurs de l'économie profitent-ils?
Quels choix opérer entre risques et rendement?

L'Association romande pour la promotion de la banque alternative (BAS) lance le débat à:

Délémont, mardi 7 novembre, 20 h 00
Café-restaurant «Le Soleil», rue des Moulins 5
Avec la participation de:
- Pier-Luigi Giovannini, Centre-Info, Fribourg
- Un représentant d'une caisse de pension
- Pierre-Alain Leschot, Confédération romande du travail
- Jeanne Reiser, NEST AG (caisse de pension alternative)
- Modérateur: Gladys Bigler de la Radio suisse romande.

Fribourg, jeudi 16 novembre, 20 h 00
Eurotel, Grand-Place 14
Avec la participation de:
- Pier-Luigi Giovannini
- Un représentant d'une caisse de pension
- André Galley, syndicaliste, membre d'un Conseil de fondation
- Christophe Müller, NEST AG
- Modérateur: Gérald Tinguely de la *Liberté*

Martigny, mardi 21 novembre, 20 h 00
Porte d'octodure, rte du Grand-Saint-Bernard
Avec la participation de:
- Stéphane Rossini, Docteur en sciences sociales, consultant
- Michel Delèze, Mutuelle valaisanne de prévoyance
- Germain Varone, Syndicat de l'industrie et du bâtiment (SIB)
- Jeanne Reiser, NEST AG

Genève, jeudi 23 novembre, 20 h 30
Université ouvrière de Genève, rue du Cercle 10 (derrière le cinéma «Les Grottes»)
Avec la participation de:
- Dominique Biedermann, caisse de pension des fonctionnaires genevois (CIA)
- Hervé Croset, Union de banques suisses (UBS)
- Jacques-André Schneider, membre de la Commission fédérale des assurances sociales
- Kurt Zurgilgen, NEST AG
- Modérateur: Michel Schwery du *Courrier*.

L'Homme, la bourse ou la machine: les dilemmes de l'entrepreneur

Comment s'est opéré pour les entreprises, le passage d'un investissement tourné vers la production à un investissement financier?

DÉBAT PUBLIC à Lausanne, jeudi 9 novembre, 20 h 30
Hôtel Continental, place de la Gare 2

Ce débat sera précédé à 19 h 00 de l'assemblée générale de l'Association romande pour la promotion de la BAS.



Rédaction
Av. Juste-Olivier 11
CH-1006 Lausanne
CCP 10-10580-2

FSF
Frères sans frontières
Case postale 129
CH-1709 Fribourg
CCP 17-7786-4

GVOM
B. Faidutti-Lueber
R. Henri-Mussard 6
1208 Genève
CCP 10-20968-7

~~**GVOM**~~
~~La Joliette~~
~~Chemin des Belets~~
~~CH-2013 Colombier~~
~~CCP 10-20968-7~~

éiréné
Service chrétien international pour la paix
Comité suisse CP 2262
CH-2302 La Chaux-de-Fonds
CCP 23-5046-2

Changement d'adresse
prière de l'annoncer directement au Mouvement concerné

«Interrogation» parait huit fois par année
Il est adressé aux membres de nos organismes selon les statuts

Impression:
Imprimerie Glasson SA – Rue de la Léchère 10 – CH-1630 Bulle

JAB – 1033 CHESEAUX-SUR-LAUSANNE